

« Si la misère s'arrête, la paix prend la place »¹

GÉRARD BUREAU est volontaire permanent ATD Quart Monde. Il a été membre de l'équipe d'animation qui a mené la recherche *La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix*, et le coordinateur du colloque international qui a conclu cette recherche en janvier 2012.

Pendant plusieurs années, le Mouvement ATD Quart Monde a mené une recherche-action sur le lien entre violence et grande pauvreté² et organisé plusieurs séminaires internationaux sur des continents différents avec les personnes concernées, dans le but de préparer un colloque final. Ces personnes ont peu à peu apporté leurs connaissances et analyses propres en particulier sur la paix et surtout la nécessité pour elles de rompre le silence sur toutes les violences qu'elles subissent. Le texte qui suit s'appuie sur les conclusions du colloque final qui a eu lieu en janvier 2012 à l'Unesco à Paris.

3

On nous a souvent dit : « *Je n'ai jamais entendu une personne très pauvre dire qu'elle aspirait à la paix !* » La remarque révèle l'exclusion même dans laquelle nous enfermons les plus pauvres. Quand est-ce que nous donnons l'opportunité aux personnes très pauvres de s'exprimer sur d'autres sujets que les nécessités de leur vie quotidienne ? Quand prendra fin le fait que les premiers concernés par les idéaux de l'humanité n'y soient associés en rien ?

La recherche-action *La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix*³ a révélé des impensés pour ceux qui subissent les conditions extrêmes de la précarité sur tous les continents : « *En milieu de pauvreté, le mot VIOLENCE est souvent utilisé comme une accusation. Pour nous nommer, nous désigner, depuis toujours, on parle des pauvres comme des personnes violentes qui font peur. On parle de milieu de violence, de notre jeunesse qui est violente. Nous en étions presque à penser que ce mot violence était en fait un qualificatif qui collait à notre peau. Ce mot n'entrait dans notre vocabulaire que pour parler des coups que l'on reçoit*

1. Mr Parfait de Centrafrique, acteur du travail de connaissance ; thème retenu pour le séminaire Afrique à Dakar, Sénégal en juillet 2011.

2. Déjà en 1968, le fondateur d'ATD Quart Monde, Joseph Wresinski, écrivait un texte qui fait référence à « la violence faite aux pauvres ». Texte accessible sur le site de la revue Quart Monde.

3. Rapport final « La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix », accessible sur le site de la revue Quart Monde.

ou que l'on donne ! Parce que nous avons cherché ensemble ce qui était le plus violent dans nos vies, nous nous sommes rendus compte que ce que nous vivions en milieu de pauvreté était en fait de multiples violences, pourtant nous n'employions pas ce mot, nous n'osions pas le faire. »⁵

En octobre 2017, lors de la célébration de la Journée mondiale du refus de la misère à l'ONU à New York, Monsieur François Delattre, ambassadeur de France aux Nations unies, répondant à des paroles entendues sur la violence de la misère, s'engageait à faire entendre le message : *« La paix n'est pas le contraire de la guerre, c'est le contraire de la violence, de toutes les violences et parmi ces violences, la misère et la pauvreté tiennent leur part. Dans une enceinte comme celle des Nations unies, ces mots nous parlent et nous devons les entendre, nous devons vous entendre. »*

Pendant plus d'un demi-siècle, l'ambition des droits de l'Homme avait semblé engager durablement l'humanité vers des processus de paix et de réduction de la pauvreté. Aujourd'hui, la situation internationale de conflits armés qui menacent de toute part, jusqu'en Europe, crée un sentiment d'insécurité, même dans les pays en paix et de ce fait les conditions inhumaines de la misère sont encore plus invisibilisées.

Le mot paix peut être un mot violent

Encore plus profondément enfoui, cette recherche a donné un sens à un mot dont nous ne soupçonnions pas qu'il soit une aspiration vitale pour ceux et celles qui sont confrontées à la violence de la misère, c'est le mot paix : *« Nous avons mieux compris jusqu'à quel point ce mot de PAIX peut être un mot violent pour des gens qui en sont exclus. Si nous n'avons pas pris conscience de cela, nous aurions pu faire taire les gens sur la paix comme ils se taisaient sur la violence. »⁶*

Une mère de famille de France dit : *« Je cherche là, à travers les autres, une paix intérieure surtout, parce que la paix, je ne l'ai pas en moi-même, parce que tout ce qu'on vit remonte en surface. La souffrance de notre enfance remonte en surface, déchiré de ses parents, de sa propre famille, de ses frères et sœurs, nous interdire de se rencontrer. [...] J'apprends à me contrôler pour essayer d'avoir la paix intérieure et aussi donner cette paix, faire comprendre au gouvernement que s'ils étaient un peu plus justes envers nous autres, s'ils nous entendaient, ils nous comprendraient, il n'y aurait pas cette haine ni cette violence ; c'est à eux de faire le premier pas pour que la paix vienne sur terre. »⁷*

Rompre le silence

C'est une mère de famille du Guatemala qui avait lancé un appel, devenu un thème central de la recherche, dans sa contribution au séminaire du continent d'Amérique latine : *« Il faut rompre le silence »⁸* en août 2010. Ainsi, au même séminaire, un paysan du Pérou dont la parole est rare, tellement il se protégeait par le silence, a énoncé les difficultés à s'exprimer publiquement.

5. Mme Martine Le Corre, militante Quart Monde en France, membre de l'équipe d'animation de la recherche-action, introduction au colloque à l'Unesco, janvier 2012.

6. Mme Anne-Claire Brand, volontaire ATD Quart Monde, membre de l'équipe d'animation de la recherche-action.

7. Madame Nadine Ducrocq, séminaire Europe, Pierrelaye, France, juin 2011.

8. Doña Maritza, actrice de connaissance au Guatemala, parole retenue pour le thème du séminaire Amérique latine, Cusco, Pérou, août 2010.

Il continue d'interpeller notre connaissance sur les conditions de vie en situation d'extrême pauvreté : « *Nous voulons marcher ensemble, lutter ensemble, dialoguer ensemble, participer à égalité dans les assemblées [communautaires], mais ils ne nous laissent pas, ils réagissent contre nous, jusqu'à nous voir comme si nous étions des ennemis.* »⁹ Il met ainsi l'accent sur la nécessité du collectif mais aussi sur les difficultés du collectif. En effet quand des personnes vivent ces situations de violences et d'injustice dans tous les sens, elles ne peuvent rompre le silence seules. Elles savent que cela pourrait se retourner contre elles. Élaborer une connaissance et une analyse plus justes demande un appui sérieux : une recherche collective et un véritable travail de libération de la parole de chacun sont indispensables pour créer les conditions adéquates. Les trois années de recherche, les séminaires, et le colloque international final ont permis d'en expérimenter les conditions. La recherche-action, menée par ATD Quart Monde, avec ses propres méthodes, a permis de faire émerger une connaissance élaborée par les personnes concernées parce qu'elles la vivent et l'analysent ensemble, la valident afin d'en rendre compte publiquement avec un but affiché : « *Faire entendre nos voix pour la paix.* »¹⁰

Les violences institutionnelles

Les questions communes pour les près de 300 personnes qui ont fait une contribution pour le colloque final, étaient les suivantes : *Qu'est-ce qui est le plus violent pour moi dans ma vie ? Quelles sont les conséquences de ces violences ? Comment je résiste ? Comment je peux rompre le silence ?*

La paix, pour moi, qu'est-ce que cela veut dire ? De quelle paix je parle, de quelle paix j'ai besoin ? Comment suis-je acteur de paix ?

Cette recherche a mis à jour un constat qui avait semblé à ce moment-là exagéré, tellement nos sociétés et institutions fonctionnent autour du « *c'est mieux que rien* » pour tout ce qui est entrepris dans la lutte contre la misère. Même les participants confrontés à l'extrême pauvreté et acteurs de cette connaissance ont été surpris qu'on ose nommer et développer le thème des violences institutionnelles¹¹. L'actualité de cette dernière décennie a révélé publiquement les constats et les analyses qui avaient été faits à ce moment-là. Pour ne parler que de l'Europe, ce sont la Suisse¹², l'Irlande et la France (Île de la Réunion) qui ont reconnu officiellement et engagé des réparations pour les violences historiques subies par des générations d'enfants retirés de force à leur famille, « enfants volés » à la Réunion et placés dans des fermes, à des milliers de kilomètres, en métropole. Des institutions ont été condamnées pour maltraitance et abandon, mais après combien de générations condamnées au silence et avec autant de conséquences nocives ! L'expression citée plus haut d'une mère de famille le dit mieux que tous les discours : « *Déchiré de ses parents.* »

Trop souvent, les institutions affirment avoir tout essayé. L'échec de l'institution est parfois renvoyé sur les professionnels

9. Don Clemente, Pérou, séminaire Amérique latine, août 2010.

10. « Speak out for peace », parole d'un groupe d'acteurs de connaissance, thème du séminaire anglophone à Frimhurs, Grande-Bretagne, mars 2011.

11. Thème qui a continué d'être travaillé dans la recherche « Les dimensions cachées de la pauvreté » (novembre 2019), et thème retenu pour la Journée mondiale du refus de la misère en 2025. Voir aussi l'article de Nelly Schenker dans ce dossier, p. 25

12. Voir le site officiel de l'office fédéral de la justice de la confédération suisse : « Victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements extra-familiaux ».

qui doivent faire face à ces situations sans en avoir les moyens. *« J'ai travaillé comme travailleuse sociale. Ma responsabilité consistait à aider les personnes à développer des projets pour s'en sortir. Cependant, quand une personne rencontrait des problèmes, je devais supplier le directeur jusqu'à ce que finalement on lui donne l'aide nécessaire. Un homme âgé, indigné de ce qu'il avait reçu, est venu me dire : 'Regardez, ils m'ont apporté un matelas usé et rempli de taches !' Quand je suis allée réclamer à mon superviseur, ils m'ont dit : 'Celui qui mendie ne peut choisir'. Je me suis sentie humiliée et écœurée en même temps. »*¹³

Double violence des politiques

Il y a une double violence : celle de la misère d'une part et, d'autre part celle de l'incompréhension devant la réaction des personnes qui la subissent. *« Non seulement je n'avais rien, mais j'étais réduit à rien. »*¹⁴ Les personnes sont rabaissées, enfermées dans des catégories stigmatisantes, nommées par des noms indignes, voire des sigles. Quotidienne et insupportable pour celui ou celle qui la subit, cette violence est soit invisible, soit banalisée par ceux qui la commettent ou qui en sont témoins sans réagir. *« Quand des personnes nous manquent de respect en nous désignant par des mots tels que 'cas social', 'mauvaise mère', 'incapable', 'bon à rien', cela témoigne d'un jugement, d'une méconnaissance, et nous ressentons la violence d'être discriminés, inexistantes, de ne pas faire partie du même monde, de ne pas être traités comme les autres humains. Ces violences quotidiennes sont des maltraitements. »*¹⁵

Dans les pays du Sud, les enjeux se cristallisent souvent autour de l'aide internationale. Partout dans le monde, l'action politique peut également créer de la violence, sans que les décideurs en aient réellement conscience. Les politiques qui visent à réduire d'un certain pourcentage la pauvreté sont elles-mêmes des violences car elles affirment dès le point de départ que tous ne seront pas concernés. Dans le contexte social et économique actuel, où les projets doivent être efficaces voire rentables très vite, beaucoup d'institutions – publiques ou de la société civile – ne prennent pas le temps de connaître les personnes et familles avec lesquelles elles se proposent de travailler et de comprendre ce qu'elles vivent et espèrent. *« Une association veut aider les pauvres ; ils donnent bois, tôles, ciment, mais ils ne proposent pas de gens pour construire la maison. Si tu es une maman célibataire, que tu n'as pas d'argent pour payer la main-d'œuvre pour construire, si tu n'as pas de lieu pour abriter le matériel donné, celui-ci s'abîme, le ciment devient roche, donc inutilisable. Les ONG viennent avec un projet sans cheminement avec la famille, sans connaître les réalités... »*¹⁶

Les familles très pauvres ont souvent développé, au fil des années, une manière de résister basée sur la relation avec les voisins, sur la volonté de trouver des solutions communes. Tout cela est aussi important pour elles que les projets et les changements attendus. Mais quand des projets d'aide et de développement ne tiennent

13. Mme T., assistante sociale, séminaire Europe, Pierrelaye, juin 2011.

14. Mr Osnel Teleus, acteur de connaissance, Haïti, séminaire Amérique latine, août 2010.

15. Mme Moraene Roberts, du séminaire anglophone à Frimhurst, Grande-Bretagne, mars 2011.

16. Groupe d'acteurs de connaissance, Île Maurice, décembre 2000.

pas compte de ces réalités, ils risquent de casser les résistances, les forces, tout ce que les familles ont de commun, et de couper les liens même de façon involontaire. Au bout du compte, ces projets ne sont pas adaptés aux besoins des personnes. *« Nous avons des ONG qui marchent derrière nous ici, qui amènent beaucoup d'argent, qui amènent beaucoup de choses, mais ce n'est rien. Ils ne peuvent pas combattre la misère ni la pauvreté parce qu'ils ne connaissent pas à qui il faut adresser ce qu'ils apportent. Ils s'adressent aux plus intelligents, ils séparent, ils mettent des violences. Ils viennent donner du riz pendant six mois à quelqu'un, et le plus pauvre, ils ne passent pas chez lui. Ça, c'est la violence. La façon d'agir comme ça sépare les gens. »*. Ils ont aussi dit : *« L'aide, telle qu'elle est pensée, ne correspond pas à nos besoins ; nous la vivons comme imposée pour satisfaire les désirs des penseurs des projets qui veulent nous dicter leurs valeurs. »*

Les conséquences

La conséquence de l'extrême violence est toujours de réduire au silence celles et ceux qui en sont les victimes et ce, pendant des générations. L'indifférence et le mépris auxquels sont soumis les plus pauvres sont si violents que les personnes concernées en arrivent à se soumettre.

Si la recherche a permis de nommer les violences et a permis de rompre le silence, nous n'avons pas jusqu'à aujourd'hui rencontré de progrès significatif qui pourrait nous autoriser à dire que les familles les plus pauvres vivent en paix au-delà des actions avec leur entourage.

En République démocratique du Congo, une femme dit : *« Là j'ai réalisé avoir gagné beaucoup de choses de la part du groupe familles solidaires. Ce groupe m'a donné la paix du cœur. Aussi, ça m'a permis de mener une campagne auprès de mes amies pauvres, misérables, pour leur dire que si elles continuent à avoir mal au cœur suite à tout ce qu'elles ont eu à subir comme violence, pour se sentir libres qu'elles viennent au sein du groupe familles solidaires. »*¹⁷

Une vie trop difficile empêche la paix. *« Tant que je ne saurai pas quoi ramener à manger à mes enfants, je ne pourrai pas dire que je suis en paix. »*¹⁸ *« Cette violence coince mon cœur, mon corps, ça accentue ma misère, je n'ai pas de paix, je n'ai pas à manger, je n'ai pas d'habits, je n'ai rien. De fois, même si j'ai quelque chose à manger, mais si je pense aux enfants qui continuent de souffrir à Bunyakiri, l'appétit me manque et le cœur me fait mal. »*¹⁹ Les parents qui subissent la violence de la misère veulent avant tout une autre vie pour leurs enfants. Mais trop de souffrances vécues, trop d'humiliations, trop de colère, font qu'il est impossible de trouver *« la paix intérieure »* qui permettrait d'éduquer ses enfants avec un espoir pour le futur. La paix ne peut pas se bâtir sans commencer à changer le quotidien.

« La paix, ce n'est pas seulement quand tout est OK pour toi et autour de toi. [...] Parce que la paix se vit dans une commun-

17. Mme Louise, actrice de connaissance, République démocratique du Congo, 2011.

18. Osnel Teleus, Haïti, acteur de connaissance, 2009.

19. Mme Maria, actrice de connaissance, République démocratique du Congo, 2011.

auté, la paix se vit dans une maison, la paix se vit dans le quartier, la paix se vit dans le pays. Et moi, je suis dans une famille, je suis dans un quartier. 'Comment on peut parler de paix, de quelle paix nous parlons ?' Si chaque personne se posait cette question, à chaque fois qu'elle se lève, on se dira que la paix à laquelle nous aspirons et dont nous disons qu'elle existe, au fond n'existe pas. »²⁰ Ce n'est pas parce qu'une société vit une paix sociale ou met en œuvre un processus de paix dans les pays en conflits armés, que cette paix est aussi une paix pour les plus pauvres. Ceux-ci paient le prix des crises économiques plus que les autres et ne sont pas invités aux tables de négociations pour sortir de ces crises. Ils paient le prix des processus de paix là où les guerres civiles déchirent des pays, ne récupérant pas leur peu de biens puisqu'ils ne sont pas partie prenante des processus de réconciliation et de reconstruction.

Le docteur Guillermo Monroy²¹ l'avait relevé lors du colloque de 2012 : « *Situer l'extrême pauvreté comme violence permet de réviser toutes les déclarations et les traités universels des droits humains sur lesquels ont été définies les grandes orientations. Cela a d'autres implications éthiques pour les institutions, pour les organes de l'État, pour les organismes internationaux, pour les personnes engagées dans des processus pour la paix et devant définir des accords de paix. Si nous définissons l'extrême pauvreté comme violence, alors à la table de négociation doit aussi prendre place ce thème.* »

Si la misère s'arrête, la paix prend la place. ■

20. Groupe d'acteurs de connaissance, séminaire Europe, Pierrelaye, juin 2011.

21. Guillermo Monroy : acteur direct d'un travail mémoriel national après les accords de paix et de réconciliation nationale au Guatemala, conclus en 1996, qui ont mis fin à plus de trente années de guerre civile ; il était en même temps impliqué dans un programme de lutte contre l'extrême pauvreté sur la grande décharge de la capitale de ce pays.